

Véolia / Suez

Il y a de l'eau dans le gaz

P.3

Energie

*Retrait des plans Hercule et
Clamadieu !*

P.4

Logements

L'habitat social en panne

P.5



Édito



Avec une table ronde réunissant 3 universitaires de renom -voir en page 7, la Fédération de Loire-Atlantique a ouvert le programme des manifestations commémorant le centenaire du Parti communiste français.

Prévue initialement pour un public que nous aurions espéré nombreux, la rencontre du 11 février a dû se dérouler devant les caméras, et il y a lieu de craindre que la suite des événements programmés ne se fasse, là encore, à distance -«en distanciel», dit-on. Suivront plusieurs conférences-débats, deux spectacles, et, déjà visible rue des Olivettes, une exposition de panneaux nationaux et départementaux.

Cela étant, cette évocation de l'histoire de notre parti, évocation étoffée par les militants qui nous racontent leur «engagement d'avenir» **ne nous fait pas perdre de vue le bouillonnement du monde, les enjeux du moment, les luttes, les reculs et parfois les victoires d'aujourd'hui.**

Ainsi, les bouleversements politiques en Birmanie ou les arrangements au sommet en Italie ne peuvent nous laisser indifférents. Même sous cloche pour des raisons «covid», l'histoire continue à se faire, parfois brutale.

En France, les agents des industries électriques et gazières se battent contre la privatisation du secteur de l'énergie, les salariés de Suez manifestent contre l'OPA hostile de Véolia sur leur entreprise... **Les mauvaises nouvelles pleuvent : fermetures d'usines, suppressions de postes... Nokia, Re-**

nault, Auchan, Bridgestone, Airbus, Alinéa, TUI France, Valeo... Plus de 700 000 emplois ont été détruits en 2020. Le monde du travail est en souffrance et les besoins fondamentaux des plus démunis s'en trouvent d'autant plus bafoués : explosion de l'aide alimentaire, multiplication des situations d'urgence dans le logement, précarité sanitaire...

Alors que le contexte demeure étouffant, constitué de distanciation sociale et de gestes barrière, **le besoin d'un véritable printemps social se fait sentir. Le 4 février, des milliers de manifestants se sont retrouvés et ont défilé dans les rues de Nantes et de Saint-Nazaire pour défendre «le droit à un travail, la sécurité sociale et les libertés».** Puisse ce beau mouvement ouvrir de nouvelles perspectives de lutte.



L'ancien banquier européen à la tête de l'Italie

L'alliance Parti démocrate (PD, centre-gauche) – Mouvement 5 étoiles (M5S, populistes fourre-tout) a vécu en Italie. La faute aux manœuvres politiciennes de l'ancien Président du conseil Matteo Renzi qui a fait exploser la fragile majorité parlementaire.

Afin d'éviter un retour aux urnes, l'ancien gouverneur de la Banque centrale européenne, Mario Draghi a été appelé à la rescousse pour former un gouvernement « technique ».

Celui qui a été le bourreau de la Grèce en 2015 dirigera donc un gouvernement essentiellement composé de technocrates néolibéraux soutenu par le PD, le M5S, Liberi e Uguali (gauche) les berlusconistes de Forza Italia et la Lega d'extrême-droite.

Au parlement, seuls les fascistes de Fratelli d'Italia siègeront dans « l'opposition ». Le Parti de la refondation communiste a dénoncé « le gouvernement le plus à droite qu'on ait jamais vu ».

Turquie



L'université du Bosphore à Istanbul est en ébullition depuis la nomination le 1er janvier dernier de Melih Bulu au poste de recteur. Ce fidèle du Parti de la justice et du développement (AKP) est le premier recteur à ne pas être issu de l'université, en soi le candidat parfait pour serrer la vis sur une institution connue pour son indépendance vis-à-vis de l'État.

La mobilisation des étudiants et du corps professoral a été violemment réprimée par le gouvernement qui a dépêché la police militarisée sur le campus avec la présence de snipers sur les toits du campus. Mais la répression a pris un autre tournant courant février avec l'arrestation de plusieurs étudiants LGBT suite à des collages d'affiches. Poursuivis pour incitation à la haine – qui englobe en Turquie l'insulte aux valeurs religieuses – ces militants risquent jusqu'à un an de prison ferme. Depuis, ce sont près de 160 étudiants qui ont été arrêtés suite aux manifestations contre la répression.

Les partisans du gouvernement conservateur s'en sont eux donnés à cœur-joie dans le déchaînement de l'homophobie. Les déclarations du président Erdoğan annonçant qu'il souhaitait mener la jeunesse turque « non pas en tant que jeunes LGBT, mais comme les jeunes du glorieux passé de ce pays » ne sont pas passées inaperçues.

Alors que l'AKP semble s'être engagé dans un nouveau borborygme social dont il cherche déjà à sortir, la solidarité étudiante s'organise autour du mot d'ordre « Aşağı bakmayacağız » (nous ne baisserons pas les yeux).



Vietnam

Les objectifs des communistes Vietnamiens

Du 26 janvier au 3 février s'est tenu à Hanoï le 13e Congrès du Parti communiste du Vietnam (PCV). Au cours de cet événement, plus de 1500 délégués représentant les plus de 5 millions de communistes vietnamiens ont débattu des orientations stratégiques à prendre pour la continuation de la révolution alors que le programme du Renouveau fêtait ses 35 ans. Ce programme de développement inauguré en 1986 visait à ouvrir le Vietnam à l'économie de marché sous le contrôle de l'État et a permis une croissance rapide.

Le PCV vise désormais à faire du Vietnam un pays en développement à industrie modernisée avant la fin de la mandature quinquennale. L'objectif demeure de faire entrer le Vietnam dans la catégorie des pays développés en 2045. Pour cela, des objectifs chiffrés ont été fixés pour tous les indicateurs du développement économique.

De la même manière, le Congrès a fixé des objectifs sur le plan du développement humain national. Ainsi le PCV vise une extension de l'assurance maladie à 95 % de la population, véritable chantier dans le pays. L'espérance de vie est attendue à progresser à 74,5 ans.

Enfin, la protection de l'environnement et la réduction de la pollution ont fait l'objet de nombreux débats au sein du Congrès, véritable enjeu dans un pays en pleine industrialisa-

tion et qui a déjà connu des catastrophes écologiques majeures au cours de son histoire.

Le Vietnam vise à maintenir la couverture forestière nationale tout en améliorant l'accès à l'eau potable tant dans les villes que dans les campagnes.

Le Comité central de 200 membres a été renouvelé à 80 %. Son secrétaire général, Nguyen Phú Tong a été réélu à la tête du Parti.

Ce congrès, s'il ne marque pas de rupture franche avec les précédentes orientations politiques opérées par le PCV depuis le milieu des années 1980, marque toutefois la vitalité du Parti dans un contexte de crise sanitaire mondiale. En effet, le Vietnam a réussi à réduire le nombre de victimes du Covid-19 à 35. De plus, l'économie vietnamienne a connu une croissance de 2,9 % en 2020. Il semble donc que le Vietnam cherche à continuer sa politique de développement associant économie de marché et planification visant à répondre aux besoins de la population. L'objectif est de continuer l'industrialisation du pays et le développement du marché intérieur pour ne plus être dépendant aux exportations.

Plus de 105 partis politiques, dont le Parti communiste français, ont adressé leurs félicitations au PCV à l'occasion de son congrès.

Le PCF condamne fermement le coup d'État militaire en Birmanie



Le PCF condamne avec la plus grande fermeté le coup d'État militaire qui vient de se dérouler en Birmanie. Le PCF affirme sa solidarité avec les forces démocratiques et le peuple birman, pris en étau entre l'autoritarisme, le racisme et l'élitisme d'Aung San Suu Kyi et la mainmise dictatoriale de l'armée sur la société birmane.

Ce coup d'État est le nouvel épisode de la rivalité qui oppose la présidente birmane et les militaires qui n'avaient pas obtenu, malgré leurs pressions et leur influence sur les institutions, le report des élections de novembre dernier. Cette élection, où 93 partis étaient en lice, s'est déroulée en période de pandémie, sans aucune transparence ni liberté d'expression et a

favorisé les deux partis hégémoniques qui portent les intérêts des classes dominantes birmanes. Déjà miné par les conflits militaires dans quatre régions, le pays est à présent menacé d'une véritable guerre civile que la population civile paierait au prix fort.

Le PCF demande aux autorités françaises d'agir de concert avec le secrétariat général des Nations unies et avec les gouvernements des pays membres du Conseil de sécurité pour obtenir la reddition des militaires birmanes et oeuvrer à un processus de transition démocratique à travers une instance nationale représentative de tous les courants de la société birmane, afin de garantir au peuple paix et sécurité.

Sanofi, les marchés financiers bien soignés



Le leader français de la santé, le géant transnational qui, comme proclamé, «accompagne au quotidien des millions de patients dans leur parcours de soins» fait ces derniers jours pâle figure. Alors que la pandémie continue de sévir et que les populations attendent le déploiement de la vaccination, que se présentent sur le marché des vaccins d'origine diverses, Sanofi, au troisième rang mondial dans le secteur de la santé, annonce n'être toujours pas en mesure de mettre au point le sien.

Il faut admettre que la suppression prévue de 1700 emplois en Europe, dont 1000 en France, n'est pas faite pour redonner du crédit à la multinationale.

De fait, il est difficile de concevoir qu'une entreprise amenée à réduire son personnel de la sorte soit en mesure de produire le moindre résultat. Ceci d'autant plus que, sur les **1700 emplois détruits 400 postes de chercheurs** sont concernés. Pour la première entreprise française en

matière de recherche et développement pharmaceutique, la saignée pourrait être fatale.

Là où cela se complique, c'est la prise en considération des **bénéfices de l'entreprise, qui ont augmenté de 340% sur l'année 2020 par rapport à 2019.** La manne financière colossale qui en a résulté aura ainsi permis de verser plus de 4 milliards d'euros aux actionnaires, un record pour l'entreprise qui présente au même moment son « plan de sauvegarde de l'emploi ».

Sur la défensive, le groupe répond que «suspendre les dividendes ou les réduire en raison de la pandémie actuelle viendrait à fragiliser l'entreprise, réduire son attractivité et altérer ainsi sa capacité à innover sur le long-terme pour les patients». Ce qui revient à dire que la santé des patients dépend du montant donné aux actionnaires.

Plus grave la société a passé un accord, dans le plus grand secret avec l'Union Européenne pour la fourniture de 300 millions de doses de vaccins qui ne seront peut-être jamais livrées. Combien a-t-elle touché avant de commencer à licencier ? De même, elle bénéficie de crédits d'impôt recherche et du CICE, de l'argent public directement versé dans le puits sans fond et sans morale de l'actionariat.

La «compétitivité des entreprises» tant vantée par le MEDEF et Macron nous montre ici ses limites, celle du profit à tout prix. La santé des marchés financiers compte plus que celle de l'Humanité.

Le vaccin Herblinois



Pas de bras, pas de chocolat ! Pas de stratégie industrielle, pas de vaccin. Si de nombreux pays ont mis les bouchées doubles pour financer la recherche médicale afin de trouver des vaccins et des traitements dans le but de répondre à l'épidémie du COVID-19, la France est restée bien en deçà de ce qu'elle pouvait faire.

Ainsi l'entreprise Valneva à Saint-Herblain n'a visiblement pas trouvé d'écho, pour financer ses recherches au pays de Pasteur. C'est donc vers le Royaume-Uni où elle possède une usine de production que la société spécialisée dans les vaccins s'est tournée.

Ce nouvel échec français pose une question plus globale sur la stratégie de financement de la recherche en France. Les budgets très contraints (environ 2% du PIB) sont désormais soumis à des appels à projets, **la course à la publication et aux résultats qui rentre dans les bonnes cases des tableurs Excel est lancée, mais les résultats tangibles eux ne sont pas là.**

Déjà en 2013, l'Académie des sciences s'inquiétait de la diminution constante des crédits, au point que les filières universitaires manquent de candidats pour devenir chercheurs. Sans débouché professionnel, les étudiants désertent, il faudra donc des dizaines d'années pour rattraper le retard.



Véolia / Suez

Il y a de l'eau dans le gaz

La transition énergétique deviendrait-elle la nouvelle marotte de nos grands capitalistes ? Antoine Frérot, pdg de Véolia, en menant son opération d'OPA sur le groupe Suez, n'a plus que des formules vertes à la bouche. **Désireux de créer le «grand champion français de la transition énergétique», un «super-champion mondial de la transformation écologique» qui serait «le groupe d'après pour le monde d'après»** parce que jamais n'a été aussi pressant «le besoin de solutions pour la transformation écologique», Véolia s'est lancé, depuis l'été dernier, dans l'absorption de son concurrent Suez.

Pour commencer, Véolia a racheté l'essentiel des parts qu'Engie possédait. Le conseil d'administration de Suez s'y opposait. Les salariés de Suez, portés par une intersyndicale dénonçant la casse sociale à venir, le démantèlement de Suez et l'affaiblissement d'Engie, ont multiplié les actions. La justice, considérant que les CSE (conseils sociaux et économiques) n'avaient pas été informés et consultés, a gelé les droits de vote de Véolia plusieurs semaines. Le re-

présentant de l'État lui-même (l'État est actionnaire à hauteur de 24% du capital d'Engie) avait voté contre -il aurait préféré que la prédation se fasse plus «amicalement». Rien n'y a fait... **Véolia vient maintenant de lancer son Offre Publique d'Achat afin de racheter les 70% des actions Suez qui lui manquent.**

En plus que de se faire le champion de la transition écologique, Antoine Frérot, jamais à court de formules, prendrait presque des accents socialistes. Il estime que pour les salariés de Suez le «projet est factuellement beaucoup plus protecteur pour eux que le nouveau plan stratégique annoncé par les dirigeants de Suez.» Il dénonce l'accélération des cessions et le versement d'un dividende exceptionnel - «un milliard d'euros en plein Covid, excusez du peu !» dixit Frérot -.

En plus d'être un grand promoteur du «grand chantier mondial de l'environnement», le président de Véolia ferait dans le social... les salariés apprécieront !

La France condamnée

L'État reconnu comptable «d'inaction climatique»



Le verdict est tombé, la France est jugée responsable du préjudice écologique causé par le réchauffement climatique. L'état est reconnu coupable de «carence fautive à mettre en œuvre des politiques publiques lui permettant d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre» qu'il s'est lui-même fixé.

Le préjudice écologique est le point fort du jugement, en partant des réalités pour promouvoir la réparation. C'est le constat, mais quels moyens se donner pour obtenir des résultats concrets dès maintenant. Si le rôle de l'État est interrogé, celui de la société l'est aussi, mais pas seulement.

Une question est posée, quel doit être le rôle et la politique de l'état, au service de qui et de quoi, de quels intérêts ? Pour inciter et contraindre les entreprises à la responsabilité sociale et environnementale, pour engager la transition écologique de l'industrie à redévelopper, est-il suffisant de s'attaquer à l'état sans demander des comptes par exemple aux grandes entreprises (en particulier mondialisées, GAFAM...) ? Ce qui impose des coopérations étatiques mondiales et européennes. Le rôle démocratique d'un mouvement social et citoyen est nécessaire et essentiel.

Un état démocratisé au service de la société et du monde du travail se doit d'assumer une alternative révolutionnaire à la fois sociale et écologique appuyée sur de nouveaux critères de gestion. C'est à construire !

D'autres questions se posent en termes de choix de société, **faut-il « changer le climat » ou « changer de société » pour s'attaquer au réchauffement climatique...et donc résoudre progressivement ses impacts ?** La réalité des choix capitalistes pour le profit privatisé et financiarisé est en contradiction de critères de coopération, de mise en commun et de socialisation démocratique. Une autre façon de dire la nécessité d'une formation sociale communiste.

Mobilisation du 4 février

Le mouvement social hausse le ton

salariés pour dénoncer les plans de licenciements prévus et proposer des alternatives sociales. En effet, malgré les aides publiques de l'Etat et de l'Union européenne pour faire face au choc économique de la crise sanitaire, la crise sociale s'amplifie. Les jeunes sont particulièrement victimes du non renouvellement de contrats de travail, même précaires, c'est à dire en CDD, intérim ou saisonniers.

En France, en 2020, 800 000 emplois ont été supprimés, et depuis le début de l'année, 80 000 nouvelles suppressions sont comptabilisées. Ce sont souvent les grandes entreprises qui sont à l'origine de ces plans de licenciements, puisque leurs sous-traitants subissent de plein

fouet les annonces de leurs donneurs d'ordres. Pourtant, le plan de relance, l'activité partielle et les aides publiques de l'Etat aux entreprises, estimées à près de 300 milliards d'euros, devaient préserver l'emploi. En somme, des aides publiques financent des plans de licenciements d'entreprises qui parfois, versent des dividendes à leurs actionnaires. Cette irresponsabilité sociale de grands groupes pose une nouvelle fois la question de l'évaluation et du contrôle des fonds publics par les autorités publiques. Pour la CGT, il n'y a pas de fatalité au chômage et à la précarité. La confédération syndicale propose ainsi plusieurs solutions : la suspension des plans de suppressions d'emploi ; l'augmentation des salaires, la conditionnalité des aides publiques ; la réorientation des dividendes vers les politiques sociales et environnementales ; le développement des services publics ; la sécurité sociale professionnelle.



Plusieurs milliers de personnes ont manifesté en Loire-Atlantique, le 4 février dernier, pour défendre l'emploi, la hausse des salaires et la protection sociale. Le monde des arts vivants et de la culture était lui aussi au rendez-vous.

Malgré la situation sanitaire, l'intersyndicale CGT, FSU et Solidaires a tenu son pari de rassembler de nombreux

Energie

Retrait des plans Hercule et Clamadiou !

Les agents des Industries électriques et gazières sont, depuis plusieurs semaines, mobilisés contre les plans Hercule (EDF) et Clamadiou (Engie). Plusieurs journées d'actions intersyndicales (CGT, CFE/CGC, CFDT, FO) et de grève ont eu lieu pour défendre l'avenir énergétique de la France et combattre la privatisation de ces secteurs stratégiques, indispensables au pays.

Réfugiés derrière les directives européennes, le gouvernement et les directions d'EDF et Engie sont pourtant bien isolés puisque ni les agents et leurs organisations syndicales, ni une majorité des forces politiques de gauche comme de droite ne veulent d'un nouvel acte de libéralisation du marché de l'énergie. D'ailleurs, et comme l'a rappelé Sébastien Jumel, député communiste, « A chaque fois qu'un bien commun a été libéralisé, la qualité du service s'est dégradée et les prix ont augmenté ». En effet, depuis les débuts de la libéralisation de l'énergie, il y a 20 ans, les factures d'électricité des français ont augmenté de 40%, celles de gaz de 80%. Pourtant, pour attirer de nouveaux « clients », les nouveaux opérateurs privés d'énergie promettent des contrats de fourniture d'énergie de 10 à 30% moins chers, mais pour une durée limitée, assortis à des prestations minimalistes et des options très chères. Au final, cette énergie low cost finit par coûter le prix fort. La décision gouvernementale d'en finir avec les tarifs ré-

glementés du gaz en 2023 va très certainement, de nouveau, faire exploser les prix.

Malgré les 13 millions de français aujourd'hui en précarité énergétique, malgré le besoin de produire plus d'électricité pour y répondre, mais aussi pour permettre la réindustrialisation du pays, la relocalisation de certaines productions, la défense et le développement des filières industrielles liées aux industries électriques et gazières, Emmanuel Macron, Jean-Bernard Lévy et Jean-Pierre Clamadiou, les patrons d'EDF et d'Engie, s'obstinent à vouloir démembrer les entreprises publiques de l'énergie. Les secteurs coûteux de production, de recherche et de transport de l'énergie resteraient du domaine public. Les activités plus rentables, la distribution, la facturation et les énergies renouvelables seraient privatisées. C'est une aberration industrielle, écologique, économique et sociale, mais une source juteuse pour des investisseurs en recherche de profits sur ce bien commun. Des profiteurs, souvent teintés de vert, qui utilisent désormais les spots publicitaires pour vendre des énergies dont ils ne peuvent



garantir la source, et dont la seule activité est de facturer une énergie produite et transportée par des entreprises financées par l'argent public et dont les réseaux sont gérés 24H sur 24, 7 jours sur 7.

Pour réussir la transition énergétique, répondre aux enjeux climatiques, environnementaux, économiques et sociaux, défendre l'intérêt général et les capacités industrielles françaises, seul un service public de l'énergie sous contrôle public de l'Etat, des collectivités, des usagers, des agents et leurs organisations sociales, est réaliste.

La Turballe

Réaménagement et extension du port

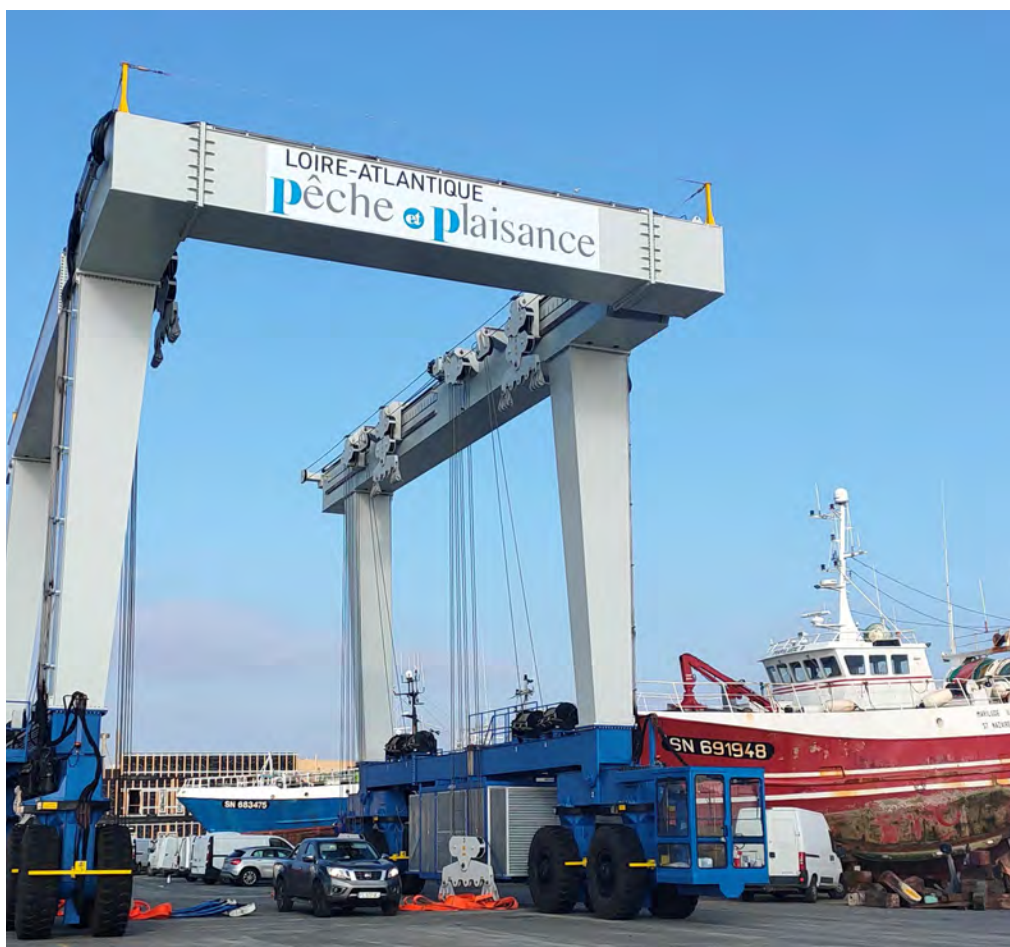
Les travaux portuaires de La Turballe sont engagés et financés essentiellement par le Département. Le chantier compte parmi les plus importants de la façade atlantique. Le développement du port de La Turballe concerne des activités maritimes de la pêche, de la plaisance, de la réparation navale et le transport des passagers.

Les travaux s'étaleront en plusieurs phases jusqu'en 2026. Le projet d'un coût évalué à 53 millions d'euros devrait permettre de soutenir l'activité d'une centaine de bateaux de pêche avec un peu plus de 200 marins, de la criée et de l'aire de carénage.

Le port de plaisance en eau profonde de plus de 300 places est saturé, son réaménagement créera une cinquantaine d'emplacements pour des bateaux de 12 à 15 mètres dans l'avant-port.

A l'origine de ce grand chantier il y avait la demande d'EDF Énergies nouvelles. Le port de La Turballe a été retenu comme port de base pour les activités autour des Energies Marines Renouvelables, pour l'exploitation et la maintenance du futur parc éolien de Saint-Nazaire. En effet le port se situe à proximité du parc éolien qui sera ancré sur le plateau maritime, le banc de Guérande à 12 kilomètres de la côte.

Aujourd'hui la première phase des travaux concerne la sécurisation du port avec la construction d'une digue dans le prolongement du terre-plein de réparation navale, un épi perpendiculaire au terre-plein, l'approfondissement du chenal d'entrée, l'extension de la zone technique pour y accueillir les pôles naval et pêche et enfin déployer un quai dédié aux énergies marines renouvelables. La seconde phase est prévue en 2022 avec la création d'un avant-port de 53 places d'accueil de bateaux de plaisance.



Élection régionale 2021 en Pays de la Loire

Pour une région solidaire, démocratique, innovante, au service de toutes et tous les habitants

Face à la dure réalité de la situation sanitaire, sociale, économique, le Parti communiste français dans les Pays de la Loire met en débat des propositions concrètes pour les prochaines élections régionales.

Il y a urgence à changer de cap, à construire de véritables politiques de solidarité, de développement durable et équilibré des territoires, de développement économique et d'emploi, de santé, de sécurité.

Il faut développer en grand les services publics et en créer de nouveaux comme par exemple un service public de l'écologie, un service public de l'autonomie. Les services publics représentent une garantie pour construire les égalités aujourd'hui si nécessaires.

C'est « Ensemble » que nous pourrions enrichir nos expériences. Nous voulons donner à rêver, donner à voir ce que pourrait être une alternative à la société capitaliste, qui a exploité, nous exploite aujourd'hui nous les humains et notre planète. Tout notre projet est traversé d'une idée centrale : « l'Humain et la Planète ». L'un ne va pas sans l'autre.

Les Ligériens et Ligériennes sont en attente de réponses concrètes dans les domaines aussi précis que la santé, l'emploi, le pouvoir d'achat, la formation tout au long de la vie, l'égalité femmes/hommes dans tous les domaines...

Les cinq fédérations départementales du Parti communiste français dans la Région proposent le rassemblement de toutes les forces de gauche et écologiques pour battre la droite et changer de politique pour un projet porteur d'espoir, de justice sociale et de solidarité dans un environnement préservé. Un projet à la hauteur des défis qui nous attendent.

Notre objectif est en effet de sortir de ces élections avec des positions électorales renforcées, dans un rassemblement contre la droite, Les Républicains, la République en marche et l'extrême-droite, sur des marqueurs bien identifiés de résistance aux puissances dominantes, de rupture avec les évolutions régressives actuelles et de constructions nouvelles au service de l'humain et de la planète.

En juin prochain, vous aurez l'occasion de dire non à la politique de cette majorité régionale de droite et de celle du gouvernement Macron.

C'est avec détermination et esprit de conquête que les communistes vous soumettent des axes d'actions tournés vers l'avenir.

1. Le défi de la jeunesse : pour une région de la jeunesse qui prend son avenir en main !

17% de la population régionale a moins de 25 ans, ce qui en fait une région jeune. Cette jeunesse a besoin d'autonomie. Elle regorge de forces créatrices, d'innovation, d'ingéniosité et de progrès, et pourtant cette nouvelle génération est bel et bien une génération sacrifiée. Il ne faut pas laisser faire.

Nos propositions d'actions

- Une autonomie réelle : pour les jeunes étudiants ou en formation autre (alimentation, logement, transports et mobilité, éducation et formation, le droit à la réussite...). Mettre en place la gratuité pour tous les déplacements de jeunes, la prise en charge totale des transports pour les apprentis, des casques gratuits, l'aide à l'achat des moyens de transports, des permis de conduire... ; instaurer une allocation spécifique d'autonomie dont le montant serait à déterminer avec les jeunes en fonction de leur statut précis (sans emploi, étudiant-e-s, précaires, apprentis, migrant-e-s...). Accompagner par des mesures spécifiques pour les jeunes en « décrochage » et sans qualification.

- Emploi : pour ouvrir un autre horizon aux jeunes que la précarité à vie, nous proposons : de soutenir les services publics, via un plan de développement ; d'embaucher sous-statut ; conditionner les aides publiques aux entreprises à l'embauche de jeunes en CDI. La Région s'engagera également à modifier les critères de ses appels d'offre, en prenant en compte la qualité des emplois et les projets portés par les jeunes. Face à la montée de « l'ubérisation », nous proposerons de soutenir la construction de coopératives pour les travailleurs des plateformes. Nous revendiquerons la rémunération des stages dès le premier jour.

- Formation-Education : une des compétences majeures de la Région. Construire et rénover les lycées de la réussite pour tous (Le lycée du XXIème siècle) ; favoriser la formation professionnelle et continue par le service public de l'éducation ; revoir la carte des formations qui permettent des débouchés professionnels et d'emplois, par des équipements de haut niveau, la gratuité des manuels scolaires et de l'outillage.

- Enseignement supérieur et Recherche : mettre fin à la subordination étroite aux intérêts patronaux ; aider au développement de la coopération entre les universités ; décider un plan de lutte contre la précarité étudiante, notamment en matière de logement, de transport, de santé et d'alimentation. Contribuer au développement du CROUS pour qu'il s'implique dans des actions aussi importantes que l'accès de toutes et tous à des logements à loyers modérés, hors des logiques marchandes, notamment en construisant de nouvelles cités étudiantes. Concernant les repas, la baisse du ticket de resto U à 1 € doit être étendue à l'ensemble des étudiantes et étudiants. Le Conseil régional réclamera sa juste place dans les instances du CROUS pour soutenir la représentation étudiante.

- Apprentissage : il doit être maîtrisé et placé sous la responsabilité de la Commission Education. Instaurer un contrôle permanent sur les conditions des formations, d'éducation et de vie des apprentis. Il doit redevenir une compétence régionale. Ouvrir le débat sur le statut de l'apprenti.

- Logement : construire des logements pour les jeunes salarié-e-s et faire contribuer les entreprises. Définir un plan régional de construction d'habitats pour les jeunes travailleurs. Idem pour les futurs médecins et autres professions incontournables, construire des « résidences » dédiées.

- Accompagner les projets de jeunes : soutenir et encourager des projets positifs pour la jeunesse de demain (La Loire, l'océan, les marais et les Parcs) mais aussi le type d'agriculture, de pêche pour quelle alimentation, pour répondre à quel goût, à quelle envie, à quelle conception de la société. Aider les jeunes à s'impliquer dans le « bien-être animal » et dans la préservation de la biodiversité.

- La solidarité et la fraternité : redéfinir le rôle, les missions des services publics, en direction des jeunes. Soutenir les jeunes qui veulent donner du « sens » à leur engagement dans l'économie au service de l'Homme et de la planète (ONG). Allouer un « chèque Santé » pour les jeunes et précaires.

- Démocratie : création d'un Conseil régional des Jeunes, avec droit d'auto saisine. Un budget spécifique lui sera alloué (Par ex 16% du budget de la Région, soit 295 M€ sur 1840 M€, chiffres 2020).

2. Le défi de la Sécurité de l'Emploi et de la Formation : pour une Région qui émancipe

Un autre aspect mérite d'être pris en compte, c'est la diversité des industries et atouts économiques de la Région. Peu de Régions françaises disposent d'un tel potentiel : un nombre impressionnant de petites et moyennes

entreprises et de très petites ; des filières industrielles de premier plan comme l'aéronautique, l'automobile, les constructions navales dont les Chantiers de l'Atlantique, le machinisme agricole, la mécanique ; 9 ports de pêche sur toute sa façade maritime, l'agriculture et les industries de biens alimentaires, qui vont avec, font de notre Région, une région qui assure pour une bonne part la souveraineté alimentaire de tout le pays.

Avec ses schémas stratégiques, notamment celui du développement économique, la Région joue un rôle majeur dans la définition des orientations économiques. Elle accorde des aides financières aux entreprises, anime les pôles de compétitivité et soutient la recherche et le développement.

Pour contrer la déferlante du chômage, de précarité, de destruction de savoir-faire humains qui s'annonce avec la crise sanitaire et économique, nous voulons mettre en place trois institutions territoriales nouvelles :

- Une Conférence permanente sur l'emploi, la formation et la transformation écologique des productions,
- Un fonds régional pour soutenir l'emploi, afin de reprendre la main sur les moyens financiers énormes que sont les aides publiques, les crédits bancaires et les profits des entreprises versés massivement aux actionnaires.
- La mise en place d'une Commission régionale de suivi des aides attribuées aux entreprises qui travaille à améliorer, adapter la pertinence des critères d'attribution des aides, et se met en alerte sur les entreprises en difficultés.

Nos propositions d'actions

- Soutenir le développement industriel de la région, en particulier l'industrie aéronautique avec Airbus et ses sous-traitants, les constructions navales, l'agro-alimentaire, l'automobile, l'énergie, en inscrivant la transition écologique comme but et moyen.
- La question du grand port de Nantes-Saint-Nazaire fera l'objet d'une attention particulière. Il représente une pièce maîtresse sur les enjeux « transports », « transition écologique » et « développement social ».
- Contribuer à la relocalisation de certaines activités industrielles essentielles et stratégiques : médicaments, matériels de santé, électronique...
- Définir un plan « Energie » pour les Pays de la Loire (reconversion industrielle de la centrale thermique de Cordemais, projet Ecocombust, développement des énergies renouvelables : biomasse, éolien, hydrogène vert, hydroliennes, marines...). Tout ceci passe par un soutien appuyé aux salarié-es et usagers d'EDF qui luttent pour assurer l'avenir d'EDF et du service public de l'électricité, en rejetant le projet « Hercule » qui n'est autre qu'une privatisation de cette grande société nationale.
- Développer la filière bois et toutes ses activités annexes.
- Favoriser la recherche et l'innovation en faveur de la reconversion des sites industriels menacés et y développer des filières d'avenir respectueuses de l'environnement : nouveaux matériaux de construction, énergie, traitement des déchets...
- Aider à la reprise d'entreprises par les salarié-es et définir un plan régional de reprise sachant que nombre de chefs de PME vont prendre leur retraite dans les années à venir. Associer les salarié-es à ce projet.
- Développer un vaste plan de formation profession-

nelle, contrôler les organismes de formation.

- Agir, là où c'est nécessaire, pour dépasser la « mono-activité » et jouer la carte de la diversification.
 - Soutien au développement de l'Economie sociale et solidaire. Faute de « repreneurs », des centaines d'entreprises régionales représentant plusieurs milliers d'emplois risquent de disparaître dans la Région, elles sont souvent vitales car ce sont des sociétés de proximité. Nous mettrons en place près du Conseil régional et du CESER un « Comité de vigilance » doté de pouvoirs d'alerte et d'intervention.
3. Le défi de la santé : pour une région qui favorise l'accès à la santé de proximité

Le Centre Hospitalier Régional, les deux Centres Hospitaliers Universitaires, les Centres Hospitaliers Généraux et psychiatriques, de proximité, les centres hospitaliers locaux sont dotés d'un personnel soignant de haute qualité, malheureusement pas assez nombreux. La santé est primordiale surtout du fait de l'étendue de la région et sa diversité démographique.

Les restructurations sanitaires se succèdent dans toute la Région depuis plusieurs années. La mise en place des Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) a accentué le phénomène.

Une partie des hôpitaux périphériques ont été « dépouillés » de certaines de leurs activités (maternité, chirurgie et même de l'accueil des urgences...).

Nous assistons à une concentration des activités, mais aussi des pouvoirs de décision, au sein des établissements supports de GHT.

Les déserts médicaux se multiplient. Manque de médecins généralistes, y compris dans les grandes villes. Manque de médecins spécialistes (gynéco, ophtalmo, radiologue...), manque de chirurgiens-dentistes.

Les ARS et leur directeur-trice général-e, concentrent la quasi-totalité des pouvoirs. La situation des établissements pour personnes en perte d'autonomie est souvent critiquée par manque de personnel, et souvent absence de médecins. Ces établissements dépendent des Conseils départementaux qui bénéficient de moins en moins de la solidarité nationale.

Nos propositions d'actions

- S'opposer à toute fermeture de lits et de suppression d'emplois dans les hôpitaux.
- Ouverture des lits et des services injustement fermés.
- Lutter contre les déserts médicaux en développant prioritairement les centres municipaux, départementaux de santé mais aussi les centres de santé associatifs et mutualistes.
- Dans le cadre de politique de soutien aux territoires encourager les intercommunalités à aller aussi dans ce sens, et à développer des lieux de soins de proximité.
- Soutenir le projet de création d'un service public décentralisé de l'autonomie, en l'anticipant par des mesures de solidarité régionale avec les cinq départements des Pays de la Loire.
- Remplacer les ARS par des instances démocratiques et représentatives où les usagers et les salariés auront toute leur place dans les décisions. Instaurer une véritable démocratie sanitaire.
- Soutien aux personnels soignants pour l'emploi, pour l'amélioration des conditions de travail, pour la reconnaissance de leurs missions tant du point de vue de leur évolution de carrières que sur le plan humain.
- Contribuer à réinstaurer la médecine scolaire et la médecine du travail, à chaque fois et selon en l'inscrivant dans la compétence partagée avec l'Etat, pour les lycées et dans les aides de la Région pour les salariés-e-s des entreprises.

4. Le défi démocratique : pour une Région qui mette le citoyen au centre des décisions

Pour nous communistes, il faut mobiliser tous les atouts de la Région, donner de nouveaux pouvoirs aux citoyennes et citoyens pour qu'elles et ils soient réellement associés aux décisions et à leur mise en œuvre concrète. Il n'y a pas de démocratie véritable et d'égalité sans services publics. L'égalité c'est le but, et aussi le moyen, du service public. Nous voulons nous inscrire dans une Région de grands équilibres publics. Toutes les populations des 5 départements doivent pouvoir bénéficier des mêmes droits. Nous voulons une Région qui ne fasse qu'une.

- Relocalisation des directions des services publics nationaux dans chaque département.
- Rééquilibrage, pour aller jusqu'à l'égalité, des dotations régionales par projet ou selon les besoins.
- Elaboration démocratique d'un nouveau SRADDET, qui prenne en compte les nouveaux défis régionaux (climat, filière industrielle propre, circuits courts, nouvelle organisation des mobilités...).
- Evaluation démocratique et mise en place de nouveaux services publics, comme par exemple, l'autonomie, l'environnement, l'eau, les déchets.

Nos propositions d'actions

- La démocratie au cœur des pratiques politiques : il y a urgence pour que les citoyen-ne-s gagnent, dans les entreprises comme dans les territoires, de nouveaux droits d'intervention. L'ensemble de notre projet est irrigué par l'esprit de conquêtes démocratiques. Les concertations, le contrôle démocratique des décisions prises, l'association concrète des citoyennes et des citoyens passent par des actes concrets.
 - Conquêtes démocratiques et initiatives de démocratie : nous voulons une gestion démocratique des services publics avec la mise en place de processus de délibération collective sectorielle : conférences régionales pour l'emploi, élaboration des schémas et plans régionaux, assises pour les services publics, comité de lignes...
 - Un Conseil régional des jeunes revu et corrigé disposant d'un budget alloué.
 - Le renforcement du CESER avec de nouveaux pouvoirs d'investigation, comme celui de fournir un rapport annuel sur l'état des finances des entreprises et l'instauration de rapports nouveaux entre lui et les Conseils de développement.
 - L'organisation régulière dans les « antennes régionales » de consultation portant sur les principaux enjeux : situation des filières industrielles, de l'agriculture, de l'océan, des biodiversités. Du personnel sera mis à disposition de ces « antennes » pour associer les populations aux politiques régionales.
 - Instaurer la démocratie au travail dans le service public régional. Les agents de la région doivent être partie prenante du projet politique pour la région car nous considérons que le fonctionnaire est un citoyen. Le personnel de la région doit pouvoir être associé sur les politiques régionales, les contenus, l'organisation et la finalité du travail grâce à sa connaissance du territoire et du service public. C'est tout particulièrement le cas des personnels régionaux affectés à l'éducation (lycées).
- En tout lieu il faut renforcer le pouvoir citoyen dans l'action publique.
- Création d'une commission démocratie citoyenne
 - Equité de traitement de tous les Ligériens
 - Inscription de la démocratie participative dans les projets « Action Educative Ligériens », projets éducatifs à destination des lycéens
 - Instaurer un « droit d'usage »

5. Le défi de l'Education : pour une région du droit à la réussite

Assurer le droit à la réussite pour chaque jeune Ligérienne et Ligérien c'est le pari que nous faisons sur l'avenir. Il est nécessaire de s'attaquer au trop haut niveau de décrochage scolaire, de rattraper le retard que nous avons sur le nombre de jeunes qui accèdent à l'enseignement supérieur, de sortir du système de mise en concurrence des établissements scolaires entre eux.

La Région partage avec l'Etat les compétences de l'enseignement dans les lycées.

Nos propositions d'actions

- Priorité sera donnée à l'enseignement public avec un développement au sein des lycées publics de la formation tout au long de la vie pour réaliser au cours du mandat le « lycée du XXIème siècle » qui associe la formation initiale obligatoire jusqu'à 18 ans et la formation continue. Une attention toute particulière sera accordée aux lycées professionnels qui doivent redevenir les « établissements » référents pour la formation professionnelle aussi bien initiale que continue.
- Décider d'un nouveau plan pluriannuel de construction et de rénovation de lycées, dans le dialogue et dans la concertation avec toute la communauté éducative, les élus. Il est nécessaire de construire de beaux lycées, les entretenir, leur donner les moyens de fonctionner, aider les équipes éducatives.
- Développer des politiques sociales, éducatives et émancipatrices adaptées aux problématiques locales et aux attentes des jeunes.
- S'assurer de la présence des élus dans les conseils d'administration est le gage du lien entre les lycées et l'administration pour régler les problèmes quotidiens et de la reconnaissance de la collectivité de rattachement.
- Une discussion interviendra avec les différentes « familles » de l'enseignement secondaire privé tel que celui-ci est structuré dans la Région. A savoir, l'enseignement privé confessionnel, l'enseignement privé patronal et le réseau des MFR (Maisons familiales rurales).
- La question du financement (en investissement et en fonctionnement) des CFA privés de branche, de grands groupes ou de filières fera l'objet d'un débat. Aucun engagement ne peut être pris aujourd'hui. Nous sommes opposés à cette « libéralisation » de l'apprentissage.
- Pour l'enseignement supérieur aucun fonds ne sera versé à l'enseignement privé.
- Accompagner les équipes dans leurs projets de recherche, en se dégageant des mises en concurrence.
- Amplifier la démocratisation : notamment par le soutien aux étudiants en difficultés, (financement de leur matériel informatique).

6. Le défi de la culture : pour une Région « ouverte » sur sa diversité

Se retrouver, faire la fête, se confronter à d'autres cultures, participer à la magie des rencontres entre des artistes et les publics...

Aujourd'hui la culture est « non essentielle » pour notre gouvernement pourtant la crise sanitaire nous rappelle cruellement combien la culture nous construit, nous rassemble, combien elle est essentielle à nos vies, à l'épanouissement personnel et à l'émancipation collective, combien elle fait société, tout simplement.

Or, les politiques libérales successives, mises en place par nos gouvernements favorisent une culture du marché, de l'individualisme et de la consommation ; jettent en pâture aux logiques de la concurrence, de la rentabilité et de la compétitivité, les artistes, les compagnies, le monde de la culture.

Des festivals, des théâtres, des librairies indépendantes... disparaissent alors que se développent les GAFA, ces géants financiers du web et du numérique qui menacent d'uniformiser une culture mondialisée, dégradant les conditions de travail des salarié.e.s et détruisant de nombreux emplois.

Les collectivités territoriales, face à ces logiques libérales et à ces nouveaux maîtres du monde, peuvent-elles encore garantir la diversité et l'accès de tous à la culture ? C'est un grand défi que les communistes à la Région relèveront.

L'enjeu de la culture pour tous est l'enjeu de la démocratie tout court. Il n'y a pas de citoyenneté sans accès aux savoirs, sans partage des connaissances, sans aptitude à l'imaginaire. Il faut replacer la culture au centre de la vie, au cœur de la cité car l'art et la culture permettent aux hommes et aux femmes de rester debout, d'inventer des possibles pour demain quand l'avenir n'est que désespoir, précarité, exclusion.

Ainsi la culture n'est pas un supplément d'âme, elle donne sens à notre action publique.

A ce jour, les collectivités locales sont responsables de 70% de l'investissement culturel. Comme principal soutien à la chaîne économique, la Région doit porter une ambition culturelle forte pour construire avec les acteurs de la culture et les citoyens une politique culturelle accessible à toutes et tous sur l'ensemble du territoire régional.

Elle doit jouer un rôle important dans la socialisation de l'art, le développement de l'esprit critique, le travail de rapprochement entre art et éducation populaire, le soutien aux créatrices et créateurs ainsi qu'aux militantes et militants de l'action culturelle et artistique à l'école, dans la cité et dans les entreprises.

Nos propositions d'action

- S'opposer à l'implantation de l'entrepôt géant d'Amazon à Montbert en Loire-Atlantique qui constitue un scandale et une catastrophe sociale, culturelle et écologique.
- Mettre en œuvre, dans l'urgence, un fond de soutien et de relance à destination des acteurs culturels. Ce fond devra viser le meilleur effet de levier et la complémentarité avec les autres institutions (villes, départements, DRAC) afin de garantir la meilleure efficacité.
- Réunir toutes et tous les acteurs culturels pour construire ensemble un projet culturel régional à la hauteur de la crise actuelle en soutenant les artistes, les opérateurs culturels et les équipements culturels régionaux.
- Engager une discussion ferme avec l'Etat sur l'augmentation des moyens dégagés en matière culturelle pour les Pays de la Loire (CPER, financements DRAC, conventions avec les grandes institutions culturelles : CNC, CNL etc...)
- Soutenir et amplifier la politique de filières culturelles avec les pôles régionaux thématiques (Mobilis pour le livre, Pôle des musiques d'aujourd'hui etc.).
- Mettre en place une réelle démocratie culturelle en inventant des espaces de partages, d'échanges entre tous les acteurs de la culture et les citoyens.
- Soutenir la recherche et les expérimentations en matière numérique.

7. Le défi des discriminations : pour une Région des égalités

Tout le champ des discriminations est considéré, qu'elles soient fondées sur l'engagement syndical ou politique, qu'elles soient racistes, fondées sur les convictions religieuses, sexistes, fondées sur l'orientation sexuelle, qu'elles stigmatisent des jeunes, des immigrés, des gens du voyage, des personnes en situation de handicap, qu'elles touchent à l'âge, à l'origine sociale.

Le Conseil régional n'a pas toutes les compétences en ce domaine.

Il peut cependant intervenir sur ce champ en soutenant les luttes menées. Par exemple les luttes féministes permettent de créer des brèches dans le capitalisme et le patriarcat, elles sont une voie vers la libération de l'ensemble de la société. Il est urgent d'éviter de tomber dans le piège d'une mise en opposition entre le féminisme et les discriminations racistes, homophobes, etc. Une charte globale sur l'ensemble des discriminations que nous combattons, sera adoptée en ce sens.

Il peut aussi :

- Dénoncer fortement les discriminations qui touchent par exemple les personnes LGBT+ qui doivent trouver toute leur place dans la société.
- Bousculer les stéréotypes de genre et détruire les rapports de domination entre les femmes et les hommes partout où la Région intervient et ceci dès le lycée.
- Sortir de la logique détestable du « cas par cas », et créer un « vrai observatoire des discriminations » avec une mission forte dans notre Région, et notamment dans sa partie rurale, du caractère culturel et systémique des inégalités entre les Femmes et les Hommes.

Nos propositions d'actions

- Créer un « observatoire des discriminations » afin d'apporter les données nécessaires aux constructions des politiques régionales (y compris avec un volet interne à la collectivité).
- Conditionnaliser toutes les aides régionales en intégrant des critères égalitaires et anti-discriminatoires
- Prendre des mesures en faveur de l'égalité professionnelle dès la période de formation, contre les violences sexuelles et sexistes en déclarant « Zéro violence et zéro discrimination » dans les projets éducatifs du Conseil régional, non seulement dans les lycées et encore davantage dans les Centres de formation d'apprentissage ou/et de reconversion.
- Mettre à disposition des distributeurs gratuits de protections d'hygiène féminine pour lutter contre la précarité menstruelle dans tous les établissements de formation y compris le supérieur.
- Repenser l'ensemble des politiques régionales en intégrant les données statistiques de l'égalité femme-homme.
- Dédier un budget participatif pour soutenir les associations de soutien aux victimes de violences sexistes, sexuelles, aux personnes LGBTI, pour l'accès aux droits tel que le planning familial.
- Prendre des mesures qui combattent réellement le patriarcat, jusqu'à en faire une conditionnalité des aides de la Région en tout domaine.
- Soutenir les associations qui œuvrent dans la région pour cela : planning familial, lutte contre les violences faites aux femmes, égalité salariale, non-discrimination dans les formations, l'éducation, les entreprises... et leur dédier un « budget participatif ».

8. Le défi des mobilités « sobres » et « citoyennes » : pour des Ligériennes et Ligériens qui bougent.

Depuis son arrivée aux affaires, la majorité régionale de droite n'a eu de cesse de réduire drastiquement les dépenses consacrées aux transports au point de diviser par 3 le niveau des investissements.

Dans le même temps, la réorganisation du cadencement a conduit à la suppression de trains et à la suppression du trajet à 1€ avec une augmentation de 17€ par an pendant 3 ans.

Parce qu'il s'agit à la fois de déplacements domicile/travail, d'aménagement du territoire et de lutte contre le réchauffement climatique nous proposons :

- Organiser dans chaque département une « Conférence citoyenne pour les transports » pour définir un « plan de complémentarité des transports » qui tient compte des populations, actuelles et primo-arrivantes ; des changements survenus dans l'organisation du travail ; des situations des ménages ; des nouveaux lieux d'étude...
- Sur cette base établir un nouveau plan régional des mobilités, fortement impliqué dans l'enjeu de la transition écologique.
- Immédiatement, annoncer la gratuité totale ou aménagée ; la suppression de la billetterie ; le passage à 2,5 % du versement transport payé par les entreprises ; la mise en place de « Collectifs d'usagers », collectifs qui respecteront les différents modes de transports et/ou de déplacements.

Nos propositions d'actions

- Nouvelle convention pour 10 ans entre la région et la SNCF, qui s'oppose à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire régional ; qui engage la réouverture des gares et des guichets fermés pendant le mandat ; qui s'attaque aux désenclavements ruraux ; qui donne aux usagers des droits nouveaux dans le cadre des « Comités de lignes » réinstaurés par axes ; qui fait de la question du fret ferroviaire une nécessité absolue.
- Assurer la présence d'un agent accompagnant dans chaque train afin de garantir le contrôle et l'information aux voyageurs ainsi que la sûreté dans le train.
- Raccorder, là où c'est possible, des zones d'activités et les zones logistiques au réseau ferroviaire (ex : MIN et zone aéroportuaire de Nantes).
- Développer les infrastructures régionales ou inter-régionales : (Nantes-Bordeaux ; virgule de Savenay ; liaisons vers la Bretagne et la Normandie via Rennes et Laval. Electrifier la ligne Caen-Tours ; ligne Angers-Cholet et Cholet-Nantes, évitement de Torfou ; ligne Saumur-Bressuire-La Roche-sur-Yon et augmenter les circulations.
- Conserver une seule autorité organisatrice du transport ferroviaire sur l'ensemble du territoire régional pour préserver la cohérence régionale en termes de tarification et de statuts des personnels.
- Développer les coopérations entre les régions Pays de la Loire, Bretagne, Centre Val de Loire, Normandie et Nouvelle Aquitaine.
- Améliorer l'inter-modalité et la complémentarité du transport régional entre le train, les transports urbains et les cars.
- Généraliser le GERTMS (guidage des trains par satellite)
- Agir avec les régions concernées auprès de l'Etat pour terminer l'électrification de la ligne Nantes-Lyon et pour le raccordement du Grand port maritime avec les autoroutes ferroviaires.
- Poursuivre les investissements du Grand port maritime, véritable enjeu national et régional pour le développement industriel et la transition écologique. S'opposer à la régionalisation du port.
- Inciter au covoiturage avec une prise en charge entreprise/Région.
- Soutenir les plans de mobilité décidés par les autres collectivités de la Région sous certaines conditions (transition écologique, coût pour l'utilisateur...).
- Favoriser l'aménagement du territoire pour la mise en place des pistes cyclables.

Des mobilités « sobres » et « citoyennes », c'est de ne pas culpabiliser celles et ceux qui font des choix différents. Il y a un enjeu « d'éducation populaire ». Les transports sont pénalisants. Il ne faut pas en rajouter au sentiment d'in-

justice et d'inégalités. Trop de personnes dans les Pays de la Loire souffrent du manque de transport juste et efficace. Souvent il n'y a pas d'alternative à la voiture.

9. Le défi alimentaire : pour une région de la « Bonne Bouffe »

La question agricole est un axe fort de la nécessaire transition écologique. Les modes de production dominants, productivistes, spécialisés et tournés vers l'exportation sont dans une impasse. Il en découle des menaces en matière agricole, alimentaire et environnementale. Il y a urgence à engager la mutation.

Le Conseil régional se donnera les moyens d'un développement sans précédent des filières bio et durables sans OGM, à un retour effectif à une agriculture paysanne et au développement de productions de proximité, des circuits courts...

Le Conseil régional sera à l'initiative pour se doter d'outils réglementaires (ou améliorer ceux existants) capables de définir et de faire respecter la définition d'un seuil de superficie au-delà duquel aucune autorisation d'exploiter ne pourra être accordée. Les SAFER pourraient être dotés d'un droit de préemption, afin d'enrayer une hausse du prix des terres qui est un obstacle à l'installation de jeunes agriculteurs. En lien avec les élus locaux, une politique efficace de préservation des espaces agricoles doit être mise en œuvre.

Nos propositions d'actions

- Un développement durable et d'égalité des territoires, en agissant pour une meilleure maîtrise publique du foncier afin de favoriser l'agriculture paysanne en déterminant les lieux d'implantation, la taille des exploitations, le prix des terres.
- Une gestion démocratique et partagée des fonds européens du 2ème pilier de la PAC (Feader) de façon à soutenir l'installation de nouveaux agriculteurs et viticulteurs. Avec cette gestion des fonds, favoriser les productions locales, les zones rurales défavorisées, et l'autonomie des exploitations.
- Un soutien à formation agricole initiale et continue en s'opposant la privatisation de l'enseignement agricole en proposant des formations et des apprentissages agricoles en lycée ou centres de formations publics. Former les jeunes aux productions bio.
- Le financement des centres de recherche publique en agronomie (INRA...) afin d'accélérer la transition écologique de l'agriculture et de la viticulture.
- La transition alimentaire dans la restauration collective des lycées : approvisionnement local, produits issus de l'agriculture biologique ou raisonnée.
- La modernisation des bâtiments agricoles, des fermes et des caves pour faciliter le travail des exploitants, réaliser des économies d'énergie et renouveler les outils de production.
- Une agriculture sobre en consommation d'eau. Ce bien commun doit être géré de façon responsable et durable. Soutenir la proposition d'un service public national de l'eau.
- Sous l'autorité conjointe du Préfet de Région et du – de la – Président-e du Conseil régional sera créée une Agence régionale du patrimoine vivant (DATAR, DRAF, DIREN, DRAC, Rectorat, ONF, Parcs naturels régionaux, CAUE, Chambre régionale des métiers, DRIRE, Délégation régionale au tourisme, Conseil régional, Conseils départementaux, Mouvements associatifs).
- L'aide aux pêcheurs et aux systèmes de pêche respectueux des ressources de la mer.
- L'aide au financement du renouvellement et de la modernisation des bateaux.
- Les réaménagements nécessaires dans les ports de pêche pour faciliter leurs accès, les déchargements

et les expéditions, le traitement et le recyclage des déchets.

10. Le défi de l'argent : pour une Région qui se donne les moyens de sa politique.

Agir dans l'intérêt des Ligériennes et Ligériens nécessite des moyens financiers conséquents. La bataille financière est donc centrale afin que les Régions puissent répondre aux besoins immédiats des populations et puissent investir pour l'avenir.

Ce ne sont pas les salaires, ce ne sont pas les activités sociales, culturelles, sportives qui coûtent cher. Ce qui coûte cher c'est le capitalisme qui veut toujours plus d'argent pour donner toujours moins à la collectivité.

Dès son installation le Conseil régional se fixera 3 objectifs majeurs en faisant appel à la mobilisation citoyenne des Ligériennes et Ligériens pour :

- 1) Obtenir de l'Etat les compensations financières et fiscales des transferts de compétences, un nouveau pacte financier entre l'Etat et les Régions, une taxe kilométrique poids lourds affectée au développement du fret ferré et fluvial, la taxation des revenus financiers des entreprises...
- 2) Obtenir le retrait de la réforme sur l'apprentissage, placé sous la coupe du Medef et le retour de la taxe d'apprentissage aux régions.
- 3) Obtenir que la TVA transport passe de 10% à 5,5% et augmenter le versement mobilité payé par les entreprises. Ici en Pays de la Loire le porter à 2,5%.

Nos propositions d'actions

- Contrôler l'utilisation de l'argent des aides publiques
Création d'une Commission mixte de définition des aides à apporter, à quel secteur, pour quoi faire, dans quelles conditions et pour quelles perspectives ? Cette commission, dans une seconde mission serait chargée de suivre la destination de ces aides et la façon dont celles-ci auront été utilisées. Si la charte définissant ces aides, (y compris sur un seul point), n'a pas été respectée deux décisions seraient alors prises :
 1. Le remboursement intégral et immédiat de l'aide.
 2. L'inscription de la société ou autre organisme en question sur une liste d'inéligibilité permanente.

La composition de cette Commission : un collège d'élus ; un collège d'employeurs ; un collège de salariés ; un collège d'usagers-citoyens. Chaque collège aurait le même nombre de représentants.

- S'occuper de l'argent des entreprises
Proposition sera faite au CESE de produire un rapport annuel sur l'état des finances des entreprises régionales et de le rendre public. La Région dotera le CESE de moyens d'investigation nécessaire. Il faut donner des pouvoirs nouveaux aux salariés. Les entreprises qui refuseraient de se prêter à ce dispositif seraient d'emblée exclues du dispositif de toutes aides régionales.

- Utiliser l'argent des banques et notamment des banques coopératives.
Dans la Région des Pays de La Loire l'épargne populaire déposée dans les banques mutualistes est de loin supérieure à ce qui se passe dans d'autres régions françaises. Demander à la Banque de France de nous fournir annuellement la situation exacte des banques régionales, de leurs fonds de réserves et de leurs placements.
Créer un fonds régional d'investissements pour l'action abondé par les banques mutualistes avec la participation des usagers de ces banques, syndicalistes, élus et banquiers. Nous associerons à ce fonds régional les grandes compagnies d'assurance mutualiste qui captent elles aussi de l'épargne populaire.

Conclusion

Le parti pris des communistes de la Région des Pays de la Loire est de favoriser les échanges pour construire ensemble un projet crédible qui s'en prend vraiment aux logiques du capital, aux politiques libérales de la Droite, toute confondue, des LR à LREM, en passant par Le MoDem, le Centre.

Au cœur de ce projet global, le PCF met le défi de la transition écologique. Ce défi est transversal : il a vocation à irriguer toutes les politiques publiques que nous voulons mener. Développement et gratuité (pour les jeunes) des transports en commun, développement industriel durable et relocalisation des productions, soutien à l'agriculture bio et à la paysannerie de proximité... sont autant de propositions concrètes pour lutter contre le réchauffement climatique ou la santé de la planète. Nous voulons les déployer dans les politiques régionales pour le bien-être de tous.

Les principales propositions d'action qui sont ici proposées sont à débattre, sont à confronter avec le réel.

UN PROCESSUS CITOYEN, DEMOCRATIQUE EST ENGAGE. ME- NONS-LE A SON TERME.

Election : Conférence régionale

Le 23 janvier dernier, 41 délégués se sont réunis pour la 2ème conférence régionale des Pays de la Loire. Face à la situation politique actuelle, à la crise sanitaire conduisant à l'explosion de crises économique et sociale latentes, nous sommes confrontés au danger de laisser la droite et l'extrême-droite au pouvoir. Il serait irresponsable de ne pas mesurer le danger constitué par la poursuite de la politique régionale actuelle.

Lors de nos échanges, nous nous sommes toutes et tous accordés sur le fait que les communistes devaient œuvrer du mieux possible à construire un rassemblement de toutes les forces de gauche, écologistes et citoyennes. Le comité régional a exposé les résultats des différentes discussions engagées avec l'ensemble des forces politiques de gauche depuis plusieurs mois. **EELV entend partout en France rassembler un « pôle écologiste » et se refuse à des dynamiques de rassemblement à gauche dès le premier tour.**

Dans notre région, le pôle écologiste met en avant la candidature de Mathieu Orphelin, député du Maine et Loire (ex LREM). La FI a présenté ses chefs de files régionaux et départementaux, elle recherche des partenaires à gauche parmi lesquels le PCF mais avec des exclusives sur le cadre du rassemblement et sans engagement sur la question du second tour. **Le PS a proposé la candidature de Guillaume Garot dans le cadre d'un appel « Pour un printemps des pays de la Loire » rassemblant des militants et élu.es de 9 formations politiques différentes (PS, PCF, GénérationS, PRG, GDS, Place Publique, Nouvelle Donne, GRS, Liberté Ecologie Fraternité).** C'est à ce jour le cadre de rassemblement le plus large dans lequel les échanges sur le projet sont les plus avancés. Mais rassembler pour rassembler n'est pas suffisant, nous devons proposer aux Ligériens et Ligériennes un projet fort et mobilisateur permettant de sortir de l'impasse.

Notre projet, validé par 31 voix, est désormais à la disposition de tous les communistes afin de l'enrichir et le partager. La résolution adoptée par la majorité des délégués résume notre ambition **« Ne ratons pas ce rendez-vous, soyons audacieux et créatifs, rassemblons-nous, gagnons ensemble une région de gauche, utile aux salariés et aux familles populaires ».**



Logements

L'habitat social en panne

Un paradoxe mérite d'être posé d'emblée : dans un parc social qui accueille de plus en plus de ménages à faibles ressources, ceux-ci ont plus de difficultés à y accéder. Selon les termes législatifs définissant les objectifs de la politique publique de logement social française, la mission du parc social serait de loger de manière décente et pour un coût compatible avec leurs ressources, des ménages qui ne pourraient pas l'être dans les conditions actuelles du marché. L'État ne remplit plus cette mission.

Dans le département 44 classé en « zone tendue », avec une population qui augmente fortement, le parc social ne répond plus aux besoins.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : entre 2001 et 2019, la demande des primo-accédants a augmenté de 71 % pour culminer à 34 005 demandes, pour une moyenne de 5 885 attributions, sur la même période (6 592 en 2019). Soit 27 413 demandes non satisfaites. **Il faudrait un seuil minimum d'attributions à 10 000 pour commencer à inverser la tendance** et loger les milliers de prioritaires du contingent préfectoral (1/3 de la demande globale).

Si la période 2010-2016 est marquée par une production importante de logements locatifs sociaux (18 % du parc locatif social actuel a été construit durant cette période), les années suivantes voient une stagnation et une baisse, pour atteindre son plus bas niveau en 2020 (sur Nantes Métropole, 650 logements abordables produits). La construction est en panne et le déficit se creuse.

La réforme des aides au logement a amputé les budgets des bailleurs sociaux. **La Loi Elan, promulguée en octobre 2018, enclenche la marchandisation de l'ensemble de ce secteur** et oblige les bailleurs sociaux à vendre les lo-

gements pour combler leurs besoins en trésorerie. Ils n'arrivent plus à entretenir un parc qui se dégrade.

La rénovation urbaine couplée à la mixité sociale (*1), certes nécessaire dans les quartiers sinistrés socialement, aggrave le déficit. Les démolitions-reconstructions enlèvent du logement « abordables » au parc actuel, car ces logements très sociaux ne sont pas compensés en intégralité.

En parallèle, l'augmentation du prix du foncier (surtout en zone tendue) et la hausse des coûts de construction engendrent des loyers plus élevés. Les bas loyers sont essentiellement dans le parc « ancien » qui diminue de plus en plus. Mécaniquement les impayés de loyers augmentent pour les ménages « modestes » et « pauvres » qui doivent se loger avec un taux d'effort trop important (aides au logement trop faibles) et s'exposent à l'expulsion.

Les gouvernements successifs ont mené des politiques incohérentes, **pas assez contraignantes (loi SRU) amplifiant le non et mal logement**, en laissant les collectivités locales seules pour répondre aux besoins croissants d'un habitat « bon marché ».

Une transformation profonde du modèle économique du logement social (qui est un bien commun à ne pas livrer aux marchés) **reste à construire, afin de pouvoir loger dignement les populations fragilisées** par une crise sanitaire et sociale.

(*1) Plusieurs études montrent que la déconnexion croissante, entre l'offre de logement social produite et la demande, est encouragée par les pouvoirs publics à travers une injonction à la mixité sociale. De plus en plus de communes privilégient la construction d'habitat dit « intermédiaire » évinçant de fait les ménages les plus pauvres.

Philippe GALLIS

Bretagne

Rattachement de la Loire-Atlantique

Les élus communistes au sein du groupe politique "Gauche Commune" à la ville de Nantes ont eu l'occasion d'exprimer leur point de vue à propos du vœu présenté en conseil municipal relatif à l'organisation d'un référendum à propos du rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne. Sur la forme, cette proposition de vœu était conforme au respect des engagements pris lors de la campagne municipale.



Nous avons cependant exprimé des réserves sur le principe même du référendum, outil souvent dévoyé notamment lorsque **l'État tient en pierre opinion l'expression citoyenne exprimée à de nombreuses reprises par exemple au sujet du TCE en 2005, ou encore concernant le transfert de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes.**

Au delà de la question référendaire, les élus communistes sont en effet convaincus que la démocratie est liée au projet politique. **L'organisation territoriale constitue, selon-nous, un élément structurant du déploiement de la puissance publique au plus près de la population.** Cette notion de proximité entre le citoyen et l'espace décisionnaire a été pensée par la République française autour du triptyque commune-département-nation.

Ce grand acquis de la Révolution française est plus que jamais attaqué par **le projet libéral de mise en concurrence entre les territoires.** Ce programme libéral, nous le combattons et à ce titre nous avons réaffirmé que la création d'une grande région Bretagne en concurrence avec ses voisines ne peut être que néfaste pour nos concitoyens. **Nous avons préféré souligner le rôle pivot que joue notre département dans la région Pays-de-la-Loire et défendrons sans relâche l'idée de solidarité et de coopération entre la Loire-Atlantique et les territoires voisins qu'un tel rattachement viendrait affaiblir.**



A revoir

Le parti du cinéma sur LCP

Diffusé le 1er février dernier, **Le Parti du cinéma revient sur les liens historiques unissant le Parti Communiste Français au 7e art. Mêlant témoignages militants et images d'archives, ce documentaire souligne toute la singularité des communistes dans leur rapport à l'écran.**

Suivant la formule de Lénine qui voyait dans le cinéma le plus important des arts, la toute jeune SFIC s'empare rapidement de cet outil afin de diffuser son message révolutionnaire au plus grand nombre. Art à production industrielle, le cinéma se prêtait particulièrement bien à la propagande de masse que visait le Parti. Dès 1936, le Comité central mandate Jean Renoir pour réaliser un long-métrage à l'occasion des élections législatives qui verront la victoire du Front populaire : La vie est à nous. Le Parti communiste français produit alors grâce à ses militants le premier clip de campagne électorale. Avec Ciné-Liberté, le Parti dispose même de sa propre société de production.

L'avance prise par les communistes dans le domaine lui permet rapidement de gagner en influence dans le milieu du cinéma, la CGT

se révélant hégémonique parmi les travailleurs du secteur après-guerre. C'est en défense de l'indépendance du cinéma français que le PCF est à l'initiative en 1946 du fonds de soutien au cinéma, manière de contrer l'importation des films hollywoodiens.

Mais l'intérêt toujours grandissant des communistes pour le cinéma se heurte rapidement à des impasses stratégiques. Victimes de la censure, les réalisateurs communistes délaissent le documentaire politique pour se concentrer sur les films humanistes. Le PCF voit alors sa production se recentrer sur un film de militants dont l'audience peine à dépasser les cercles de rayonnement de communistes déjà convaincus. Mais l'audace qui a caractérisé le cinéma communiste permettra de belles réalisations jusqu'au milieu des années 1980, date de la fin d'Unicité, la dernière société de production du Parti : on verra ainsi Daniel Auteuil tourner dans un clip pour l'adhésion au PCF en 1975.

Le Parti du cinéma, 52', documentaire de Maxime Grember et Pauline Gallinari à voir sur lcp.fr.

Charlotte Delbo en lecture au LU

Résistante, l'écrivaine est mise en lumière par Françoise Thyron dans « Le voyage d'Alceste »

Le salon de lecture du lieu unique donne carte blanche à Françoise Thyron pour 3 temps de lecture de textes d'autrices qui illustrent la résistance particulière que les femmes tissent face à la guerre, à l'intimité et au terrorisme. Françoise Thyron est comédienne, autrice et metteuse en scène, co-fondatrice de la Cie Science 89 avec Michel Valmer et co-directrice artistique de la salle Francine-Vasse pendant 15 ans.

La première lecture du 19 février 2021 est celle d'un texte inédit de Françoise Thyron, Le Voyage d'Alceste, une adaptation théâtrale en hommage à l'œuvre poétique de Charlotte Delbo - résistante communiste et rescapée d'Auschwitz, secrétaire de Louis Jovet et femme de lettres - qui retrace le douloureux souvenir du convoi du 24 janvier 1943 des 230 femmes déportées avec elle à Auschwitz.

En raison du protocole sanitaire, la lecture sera filmée puis retransmise sur le site internet du lieu unique. **Une présentation de livres, photos et documents d'archives autour de Charlotte Delbo** (réunis par Françoise Thyron et la fédération Loire-Atlantique du PCF) est visible jusqu'au 10 mars 2021 aux horaires d'ouverture (du mercredi au samedi de 13h à 17h et le dimanche de 14h à 18h).

Marine Henry



Concert : La Télé du Ferrailleur



Crise oblige, la culture est à l'arrêt et c'est particulièrement vrai pour les salles de concert qui sont restées silencieuses depuis bien trop longtemps. Alors que faire ?

Du bruit, du son, du rock, c'est l'idée lancée par le Ferrailleur à Nantes qui a transformé sa salle de concert en studio avec l'aide de l'association Tracass. «La télé du Ferrailleur» souhaite proposer tous les mois un groupe en «live» dans une arène sans public mais créée spécialement pour l'occasion afin d'en mettre plein les oreilles et plein la vue aux amoureux de musique en peine depuis des mois.

Pour la première, c'est Watertanck qui s'y est collé, ce groupe nantais bien connu des amateurs Heavy, est venu tester le format proposé par le ferrailleur. Vous n'étiriez pas disponible le 8 février dernier, cette fois pas de problème vous n'avez pas loupé le concert de votre vie puisqu'il reste disponible sur : <http://vimeo.com/lateleduferra>

Bien évidemment, ils ne sont pas les seuls à avoir eu cette idée, à quelque centaines de mètres du Ferrailleur, la mythique discothèque Le Floride, elle aussi va se lancer. L'institution du rock nantais vous proposera une soirée complète évidemment rock le 7 mars prochain, avec un plateau de pas moins de six groupes : la violoncelliste Cécile Lacharme (musique classique), Brooklyn alias Tony Martin (blues soul), Charly Blues (rock blues), Lame (pop rock), Tsar (stoner) et Mirizon (métal core). **La formule est différente, le Floride lui demande une Paf de 5€ pour accéder aux concerts sur sa page Facebook.**

Agenda

12 mars 2021 : Autour du livre d'Alain Ruscio – les communistes et l'Algérie - quelques points de repères



Depuis sa création le Parti Communiste se prononce pour le **droit à l'indépendance des peuples opprimés** par le colonialisme. Il le manifeste en acte, lors de la guerre du RIF au Maroc.

En 1939 en Algérie lors de sa visite M. Thorez s'exprime pour une « **nation algérienne en formation** », aucun homme politique n'avait alors osé dissocier ainsi l'Algérie de la France. Alors que le ministre de l'Intérieur de l'époque, François Mitterrand, parle de rébellion, le PCF dès le 3 novembre 1954 déclare qu'il faut répondre à l'aspiration légitime du peuple algérien. La guerre qui durera huit années sera à l'origine de

la chute de la quatrième république après la rébellion militaire d'Alger et l'appel à De Gaulle. Le racisme et la haine à l'égard du peuple algérien ont justifié la torture et les répressions collectives... **Les communistes n'ont pas tardé à se distinguer du consensus entre la droite et le PS en mobilisant contre la guerre.**

Durant toutes ces années, le PCF ne cessera de répéter que l'Algérie n'est pas la France, qu'il faut la « Paix en Algérie ». Il concrétise la notion de « fait national algérien » comme processus achevé. Dans son discours d'octobre 1955 à l'assemblée nationale, J. Duclos utilise l'expression pour la 1^{ère} fois. En 1956, le front républicain (PS et Radicaux) au pouvoir promet de mettre fin à la « guerre imbécile et sans issue ». Dans cet esprit les députés communistes votent les pouvoirs spéciaux.

Pour « la paix en Algérie » l'opinion publique au début faible, s'élargira. A la manifestation de Charonne le 8 février, 9 personnes seront tuées dont Anne-Claude Godeau de Nantes. C'est un communiste algérien, Henri Alleg, qui révélera l'usage de la torture dans son livre interdit « la Question » ... qui fait écho à l'assassinat du mathématicien communiste Maurice Audin.

En direct sur : <http://100ans.pcf44.fr/direct>



Table ronde d'historiens

Une première réussie pour le centenaire

La table-ronde inaugurale du programme du centenaire du Parti Communiste Français en Loire-Atlantique du jeudi 14 février a connu **un réel succès avec 70 internautes connectés et plus de 235 vues sur internet dans les trois jours qui ont suivi.**

Roger Martelli, Julian Mischi et Guillaume Roubaud-Quashi ont répondu à notre invitation à Nantes même, au siège du PCF-44, dans des conditions sanitaires et météo pourtant défavorables, préférant cette solution à celle d'une visioconférence. Après un tour de table où ils ont présenté leurs ouvrages récents – respectivement, «Le PCF une énigme française» (La dispute), «Le parti des communistes» (Hors d'Atteinte) et «100 ans de parti communiste français» (Cherche midi) - ils ont ensuite abordés plusieurs des thèmes qui leur sont communs.

D'abord le Congrès de Tours, acte fondateur certes, mais qui n'a pas été la «rupture» si radicale que l'on pense parfois. Ensuite les «sociabilités communistes», l'insertion du PCF dans la société française, un cas sans équivalent de mobilisation de la classe ouvrière et des couches populaires. Puis la question des «territoires communistes» bien plus divers que ne le disent des clichés tels que «bastions», «ceinture rouge» et d'autres. Enfin, ils ont évoqué le renouveau de l'histoire du PCF des récentes décennies, qui tient non seulement à l'ouverture d'archives nouvelles, mais aussi à l'intérêt renouvelé de nombreux jeunes chercheurs de diverses disciplines, à la recherche d'«empreintes communistes» qui s'avèrent durables.

La vidéo de cette soirée est désormais visionnable intégralement (2:00 heures) à l'adresse : http://100ans.pcf44.fr/table_ronde

Jean-Yves Martin

Gisèle Jouatte

Je suis pupille de la nation, ma maman a élevé seule ses 3 enfants, nous habitons alors un village en Lorraine. Je l'ai tellement vue pleurer, tant la vie était dure. Enfant je ne comprenais pas tout, mais une hargne s'est emparée de moi. **Voir les grenouilles de bénitiers, le curé et les bonnes sœurs nous maltraiter à l'école parce que nous étions pauvres, idem pour les notables du coin, le pharmacien qui lui faisait payer les médicaments alors qu'il se faisait rembourser par l'A.M.G.**

En entrant à la SEITA en 1958, j'ai découvert la CGT et j'ai appris et compris au contact des collègues et des camarades la nécessité de canaliser cette hargne pour se défendre et défendre les travailleurs. La même année je suis entrée au bureau syndical, j'ai réfléchi qu'il fallait se battre mais bien connaître ses adversaires. J'ai ensuite adhéré au Parti et combattu tous ces nantis et nos dirigeants gouvernementaux. **Surtout à ces moments-là en Lorraine, il y avait les manifs pour sauver l'industrie et les mines de charbon, toutes nos gueules noires et les cristalleries dont la Lorraine pouvait être fière même si déjà on envoyait notre charbon en Allemagne** parce que soi-disant moins bon, ils auraient dû dire pas assez rentable, mais les Allemands qui avaient eu la Lorraine connaissaient la richesse de notre charbon. Durant toutes ces années bien des hommes politiques sont venus en Lorraine pour justifier qu'il fallait brader et privatiser nos industries, je me souviens d'une manif où l'ami Chérèque (CFDT), puis ministre, était avec eux pour dire que c'était ça l'avenir, faire disparaître nos mines et notre sidérurgie. Pour ceux qui ont connu son fils, ils peuvent penser que c'est peut être dans les gènes de ce syndicat.

Ensuite, j'ai été mutée à Nantes en 1974. Je me souviens d'une lutte dans le quartier, et il y en a eu de nombreuses, qui avait duré un certain temps contre la municipalité Chauty ; ils avaient décidé qu'une plaine de jeux avec la maison de quartier de la cité Halvêque devait se faire de l'autre côté de la rocade, alors que nous avions la place pour la positionner dans la cité, ce qui a été obtenu à coups de réunions, de pétitions et de manifs.



J'ai toujours milité à la CGT et au Parti. Je craignais parfois que mes trois enfants ne m'en veuillent de les avoir emmenés pour des distributions dans les villages de Lorraine, ils allaient plus vite que les adultes, mais la gentillesse de ceux-ci les récompensait. Pour vous dire à quel point je me suis investie, souvent mes neveux et nièces me demandaient les dates des fêtes du Parti pour programmer leur mariage, ils savaient que je n'aurais pas hésité. L'engagement des militants m'a fait comprendre qu'il faut aimer les gens pour leur venir en aide, ce n'est pas un engagement pour être reconnu des grands et des puissants, ni pour l'argent bien sûr, mais il faut avoir du cœur, de l'humanité. Un moment qui m'a le plus marqué c'est en 1981, quand nous avons fait alliance avec le Parti socialiste. Ma maman, qui elle ne faisait pas de politique, mais votait De Gaulle et autres compères, m'a dit vous faites une alliance avec cet homme qui retourne sa veste au premier coup de vent, il va vous enterrer. Je lui en voulais presque, mais depuis j'ai compris. À part mes enfants, ma famille proche, pour moi la CGT et le Parti sont ma famille. Ils m'ont tout appris. Je leur ai donné mais j'ai beaucoup reçu en retour.

Je suis partie en retraite en 1992 et j'ai toujours continué de lutter, de militer, d'agir, de participer aux manifestations. Une manifestation importante et affective encore à

mes yeux, c'est à l'occasion de la fermeture de la SEITA de Nantes-Carquefou. Notre usine faisait des profits immenses et pourtant ils ont décidé de la fermer. Aujourd'hui le tribunal après combien d'années de luttes a reconnu qu'il n'y avait pas lieu de licencier à cette époque.

Quelle honte ! Nos élus communistes, toujours présents dans les luttes se sont relayés devant l'usine avec les grévistes, notre secrétaire départemental Aymeric Seassau les a accompagnés en car à Paris devant le ministère du travail et a même pris des coups par la police pour les défendre.

Aujourd'hui à 82 ans je ne peux plus très bien marcher, mais je prends toujours la voiture et je vais tenir la permanence CGT à l'UL de Carquefou, j'aurais bien donné une journée au Parti mais il faut aller à l'étage de la fédération et c'est difficile. Parfois tout ça me manque : l'action, le militantisme et je suis heureuse de discuter avec les copains par téléphone ou par mail. Je sais que seul le Parti aura assez d'énergie et de volonté pour mobiliser, rassembler et nous sortir enfin de cette galère. **Je dis le Parti, mais je sais bien qu'il faudra toujours le rassemblement «avec d'autres honnêtes cette fois-ci».**

Protections intimes gratuites

Des distributeurs dans les lieux publics et les entreprises

« Bonjour, je suis votre voisin, vous n'auriez pas des protections hygiéniques ? C'est pour ma femme ». Marcel (*Le prénom a été changé*) et sa femme ont deux enfants, un salaire, des allocations.

Un budget insuffisant. Dans la famille, il faut faire des choix. Sa femme souffre de précarité menstruelle. Elles seraient plus de 2 millions à ne pas avoir les moyens de s'acheter tampons et serviettes. Deux millions à vivre l'angoisse quand vient à couler le flux rouge, à filer aux toilettes après s'être excusées en cherchant ce qui peut absorber le liquide pour finalement trouver au mieux un bout de papier toilette. Un véritable frein à l'insertion de milliers de femmes en situation de précarité.

Chez les étudiantes, 33% d'entre elles y seraient confrontées, selon une enquête réalisée par la FAGE. Quand 13% des étudiantes, faute de moyens, sont contraintes de faire le choix entre acheter des protections périodiques et un produit de première nécessité ; 10% avouent fabriquer leurs propres protections hygiéniques, alors que 5% des jeunes femmes se débrouillent avec du simple papier toilette.

Gênante, la précarité menstruelle expose également à des risques pour la santé, lorsque les protections ne sont pas renouvelées suffisamment. Il faut dire que la dépense n'est pas négligeable. Dans sa vie, une femme dépensera environ 3 800 euros pour les protections périodiques et 5000 euros si on tient compte des anti-douleurs. Un budget pouvant varier de 10 à 18 euros par mois. Une somme anecdotique pour certaines, un vrai gouffre, alors que le pouvoir d'achat des femmes les plus précaires ne serait que de 180 euros par mois (hors loyer, crédits et alimentation), explique l'Insee.



Depuis quelques années de timides initiatives sont prises. Ainsi, depuis le 1er janvier 2016, les protections périodiques ne sont plus considérées comme des produits de luxe et affichent un taux de TVA de 5,5 % contre 20,6%. Puis, depuis 2020, dans les collèges et les lycées en zone d'éducation prioritaire, dans les établissements pénitentiaires ou encore les associations d'aide aux sans-abris des distributeurs d'hygiène intime gratuite sont mis en place pour l'État. **Un budget de 5 millions d'euros. Insuffisant.**

D'autres expérimentations bourgeonnent sur le territoire dans les villes, départements ou régions. Mais le chemin est encore long pour voir fleurir des distributeurs de protections hygiéniques gratuites dans toutes les toilettes des établissements scolaires, des universités, des bâtiments publics et des entreprises.

Commémorations

Les fusillades du procès des 42 et des 16



Les 13 et 14 février dernier se sont déroulées, au terrain du Bêle à Nantes, les commémorations organisées par le Comité départemental du souvenir, en hommage aux 37 résistants, puis 16, Francs-Tireurs et Partisans, fusillés entre le 29 janvier et la fin août 1943.

En 1942, la répression contre la résistance s'amplifie, le Parti communiste et sa branche armée (FTP) sont particulièrement visés et les polices spéciales anti-communistes (SPAC), créées par Vichy, intensifient leurs recherches et leurs filatures. Rien qu'à l'été 1942, plusieurs dizaines de communistes sont arrêtés dans le département de Loire-Inférieure qui deviendra plus tard la Loire-Atlantique.

Le procès des 42, par un tribunal militaire allemand, est une parodie de justice, les accusés ne peuvent se défendre et les séances se déroulent en allemand. Il est pourtant très médiatisé par la presse collaborationniste qui y voit un moyen de faire peur aux communistes et à la population. Bien au contraire, ce procès va susciter la colère et renforcer l'esprit de résistance. Accusés de « terrorisme », 37 résistants seront fusillés, 3 condamnés à la prison à vie et 2 feront l'objet d'un complément d'enquête. En août, le procès des 16, discret celui-là, condamne 16 autres résistants.



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Pré-recruter les jeunes

L'idée progresse dans plusieurs secteurs

Le chômage des jeunes actifs était déjà écrasant avant la crise économique et la pandémie : 1 jeune sur 5. **Depuis, les contrats courts se font plus rares, les refus d'embauche s'accroissent, les promesses d'embauche ne peuvent plus être tenues.**

Face à cette situation, le « plan » du gouvernement tombe à côté. Prévoyant seulement 600 000 dispositifs, il finance des contrats courts précaires et mal payés. Les 100 000 services civiques supplémentaires promis par le gouvernement sous-paie les jeunes à 580 € par mois pour 24 h/semaine, principalement pour pallier le manque de personnel dans les services publics et exercer des fonctions qui devraient être payées au moins au SMIC. Ce que les jeunes veulent, c'est avoir un emploi ou une formation. La proposition formulée par les jeunes communistes de pré-recrutements des jeunes permet de répondre à la fois à l'aspiration d'une formation et d'un emploi.

Il s'agit de cibler immédiatement des secteurs stratégiques de l'économie pour exiger des formations rémunérées ouvrant à une embauche en CDI ou au statut. Cela permettrait à la fois aux jeunes de sortir du chômage et de la précarité, de se former convenablement, et enfin de répondre aux besoins de production et de services publics.

Le marché du travail est pris dans une contradiction : les besoins sociaux progressent, mais les capitalistes n'embauchent pas suffisamment voire suppriment des emplois pour relever la rentabilité du capital. **Les salariés et les syndicats le disent pourtant** : il y a besoin de monde partout ! Alors que le chômage ne cesse de progresser, l'exigence de réduction du temps de travail ou de transition écologique se font de plus en plus entendre.

Dans les secteurs du rail, de l'énergie ou de l'aéronautique il faudrait recruter massivement des jeunes, **pour passer d'une logique de rentabilité à une logique de service public et de développement de la production, en lien avec les luttes actuelles des salariés contre les plans de licenciements.**

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Louis CHRETIEN Pedro MAIA
Pascal DIVAY Véronique MAHE
Robin SALECROIX Clotilde SEASSAU
Jean-Marc NASSIET Catherine GRAVOILLE



Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de ADF44

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES